

ARCHIVES

départementales et métropolitaines

5K – Conseil de préfecture

5K 1 – 5K 691

1800 – 1955

par Bruno Galland



La salle du conseil de Préfecture en 1895. Arch. dép. Rhône 6Fi1.

2026

Introduction

Historique

Le Conseil de préfecture est l'ancêtre de notre Tribunal administratif. Créé dans chaque département par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), il est né de la volonté de séparer le pouvoir administratif et judiciaire et d'améliorer la gestion des litiges entre l'administration et les particuliers. Présidé par le préfet, il était juge du contentieux administratif départemental, en premier ressort, et sous le contrôle du Conseil d'État, juge d'appel.

Ses compétences, relativement restreintes en matière consultative, étaient plus importantes en matière contentieuse et se sont accrues au cours du XIX^e siècle.

Son domaine d'intervention se limitait, à l'origine, aux litiges liés aux contributions directes, aux travaux publics, à la grande voirie, aux domaines nationaux. Le Conseil de préfecture donnait également les autorisations de plaider aux communes. Progressivement, on lui confia, entre autres, l'examen et l'apurement des comptes des communes, des hospices et établissements de bienfaisance, le contentieux des élections locales (conseils municipaux, élections syndicales, conseils de prud'hommes), des chemins de fer, des canaux, des rivières, des chemins vicinaux.

En matière de contentieux, le Conseil de préfecture statue donc sur les réclamations de particuliers au sujet de la propriété ou de l'usage des biens ; il intervient en cas de litige sur des travaux publics.

Chargé de régler et d'apurer les comptes des communes, hospices, fabriques, il est compétent en cas de malversations en matière comptable.

Il intervient dans le contentieux électoral et également dans les litiges relatifs aux voies de communication (routes, rivières, chemins de fer) statuant sur les dégradations, les extractions de matériaux et les occupations de terrain.

Il intervient dans la police du roulage, les contraventions en matière de grande voirie, les alignements et autorisations de construire.

Le décret du 30 décembre 1862 marque un pas important en introduisant la publicité de ses audiences et décisions et en précisant que ses arrêtés devaient être motivés. Il instaure aussi un greffe au sein de chaque conseil. Ces dispositions ont été confirmées par la loi du 21 juin 1865 qui réorganise les Conseils de préfecture.

En 1926, les Conseils de préfecture sont remplacés par des Conseils interdépartementaux (décrets-lois des 6 et 26 septembre 1926). Le ressort du Conseil inter départemental de Lyon comprenait le Rhône, l'Ain, l'Ardèche, la Loire et la Saône-et-Loire.

En 1934, ses compétences s'élargirent aux actions contre les départements, les communes et les établissements publics pour des dommages provoqués par leurs services, pour les litiges relatifs aux droits de leurs agents, pour les contrats passés par ces collectivités. Il était également juge du contentieux pour les élections des conseillers généraux ce qui faisait de lui le juge pour l'ensemble du contentieux électoral local.

Le conseil interdépartemental est supprimé par décret du 30 septembre 1953 qui institue le Tribunal administratif.

Dans le Rhône, le Conseil de préfecture siégeait, à partir de 1890, dans l'actuelle Salle « Laurent-Bonnevay » de la Préfecture/Hôtel du département, comme en témoignent les plans et l'album de photographies publié à l'issue de la construction de la Préfecture (Arch. dép. Rhône, 6 Fi 1). Le bureau du Président et la salle des délibérations correspondent à ce qui est, en 2025, le bureau du président du Conseil départemental.

Mode de classement

La circulaire [AD98-8](#) relative au cadre de classement des Archives départementales stipule que « dans les départements qui conservent les archives des conseils interdépartementaux, la sous-série 5 K peut être poursuivie jusqu'en 1954. Dans les autres départements elle prend fin, de fait, en 1926. » La présente sous-série comprend donc les dossiers jusqu'en 1954.

Dans le rapport d'activités de 1952-1953, René Lacour, alors directeur des Archives, note que « [Mlle Gauthier-Mougin, vacataire] est occupée en ce moment au classement des dossiers du conseil de préfecture ». Il précise en 1953-1954 que « Mademoiselle Gauthier-Mougin vacataire chargée du classement des archives judiciaire a achevé le classement du chemin du conseil de préfecture ». Il s'agit probablement de l'identification des dossiers versés en 1952, voire antérieurement, se rapportant au Conseil interdépartemental de préfecture jusqu'en 1945.

Des travaux complémentaires sont intervenus ultérieurement, comme en témoigne le reconditionnement de certains dossiers de procédure et l'existence de listes de dossiers manuscrites. Des éliminations ont sans doute eu lieu mais n'ont pas été documentées.

Lorsqu'en 2025 j'ai décidé de reprendre la sous-série 5 K pour établir un répertoire définitif, les fonds du Conseil de préfecture se retrouvaient éclatés entre une sous-série 5 Kp ou 5 K « provisoire » (5 Kp 1 à 86 : dossiers de procédure aujourd'hui cotés 5 K 165 à 250, qui disposaient d'un inventaire analytique), une sous-série 4 Kp comprenant des dossiers de procédure ou des arrêtés de quitus de comptes de gestion (4 Kp 1 à 26), une sous-série 4 Dem ou « déménagement » comprenant les dossiers du Conseil interdépartemental de préfecture (correspondant au versement du 27 octobre 1960 et à certains versements de 1952), quelques dossiers cotés « K Sup » ou « 5 K sup », et un nombre très important d'environ 300 articles non cotés, comprenant notamment les registres d'enregistrement et d'arrêts du XIX^e et du début du XX^e siècle.

Le travail de classement et de cotation définitive a permis de faire entrer à cette occasion quelque 88 registres dactylographiés d'expédition des arrêtés du Conseil interdépartemental de préfecture qui étaient encore conservés au Tribunal administratif (cotes actuelles 5 K 347 à 434). Il a également permis d'éliminer, après accord du Tribunal administratif, les arrêtés d'apurement des comptes de gestion des receveurs municipaux, dans la mesure où ces arrêtés n'apportent aucune information, les comptes de gestion eux-mêmes étant conservés en série O ; cette élimination ayant été décidée en cours de classement, après comparaison des pièces existantes, explique la vacance des cotes 5 K 269 à 342.

On a également trouvé dans les versements du Conseil de préfecture intervenus en 1952 les dossiers de contrôle des opérations immobilière effectués en application de la loi du 16 novembre 1940. Ces dossiers, qui ne relèvent pas strictement des compétences du Conseil de préfecture, et avaient été cotés en sous-série 4 DEM, forment désormais un versement distinct (6481 W) ; ils ont été classés en 2025 par Mme Corentine Avenel, élève de l'École nationale des chartes.

Enfin, il a été décidé de maintenir dans la sous-série 5 K les dossiers de la première année d'exercice du Tribunal administratif (1954-1955), non seulement parce que ces dossiers n'avaient pas été pris en compte lors du classement des dossiers du Tribunal (2937W), mais surtout parce que ces dossiers portent encore le numéro d'enregistrement qui leur avait été attribué par le Conseil de préfecture : il s'agit donc d'une année de transition. En conséquence, dans le Rhône, la sous-série 5 K déborde le cadre chronologique qui lui a été assigné par les instructions de la direction des Archives de France.

Ce pragmatisme dans la cotation résume, en réalité, toute la démarche qui a été adoptée pour effectuer ce classement : il tient compte de l'état dans lequel se trouvait le fonds au moment du classement, l'objectif étant de produire un instrument de recherche utilisable pour le chercheur dans des délais assez brefs, d'autres fonds plus complexes ou appelant des descriptions plus détaillées étant encore en attente de classement.

Présentation du contenu

La première partie du fonds concerne le Conseil de préfecture, la deuxième partie le Conseil interdépartemental. On a essayé d'adopter le même plan pour ces deux parties ; on y trouvera donc successivement :

- l'enregistrement des requêtes au greffe : le numéro d'enregistrement renvoie au numéro de la procédure (n° de dossier) ;
- les transcriptions ou expéditions d'arrêtés ;
- les minutes d'arrêtés lorsqu'elles forment une série distincte (quelques articles pour le XIX^e s., les minutes de contentieux fiscal et celles des décisions des conseillers délégués pour le Conseil interdépartemental) ;
- les dossiers de procédure (ceux relatifs au contentieux électoral étant classés à la fin) ;
- enfin certains dossiers liés au contrôle administratif des comptes des communes et des établissements de bienfaisance.

Le traitement des dossiers du Tribunal administratif, qui forme aujourd'hui le versement 2937W, ne commence qu'à partir de l'année judiciaire 1955-1956, considérée comme la première véritable année d'exercice de ce Tribunal. Du même coup, on a mené le traitement du fonds du Conseil interdépartemental jusqu'à l'année judiciaire 1954-1955 (dont les dossiers, de fait, ont généralement été enregistrés par le Conseil de préfecture, même si la décision a été rendue par le Tribunal administratif).

Le classement des dossiers de procédure diffère selon les périodes, compte tenu de l'organisation qui était celle de ces dossiers lors des versements ou à l'issue des reclassements.

Pour le fonds du Conseil de préfecture, les dossiers sont classés par année judiciaire puis grossièrement par type d'affaire ; dans la mesure où il existait déjà un inventaire analytique on n'a bien entendu pas repris le classement de ces dossiers.

Pour le fonds du Conseil interdépartemental de préfecture, on a constaté que les dossiers ayant donné lieu à décision avant 1934 avaient été regroupés, à l'issue d'un échantillonnage dont les règles ne sont pas connues ; certains de ces dossiers avaient d'ailleurs fait l'objet d'une cotation provisoire en 2 U, la

cotation réglementaire des archives du conseil de préfecture autorisant alors tant la série U que la série K. On a donc maintenu cet ensemble en l'état (5 K 475 à 490).

Les dossiers allant de l'année judiciaire 1934-1935 à l'année judiciaire 1949-1950 – dont certains ont été éliminés, soit en amont du versement, soit après leur versement, sans qu'on en connaisse le détail et les règles, ce qui correspond sans doute au travail de Mme Gauthier-Mougin évoqué par René Lacour – étaient regroupés grossièrement par lettre initiale de demandeur, sans classement alphabétique ni distinction de l'année d'enregistrement, du numéro d'enregistrement ou de l'année de décision ; cette situation était d'autant plus dommageable qu'on sait, grâce aux bordereaux de versement de 1952, qu'ils avaient été versés par année judiciaire (donc, par année de décision). On a décidé de revenir au principe initial du versement, c'est-à-dire de les classer par année judiciaire puis par ordre alphabétique de demandeur.

Enfin, les dossiers allant de l'année judiciaire 1950-1951 à l'année judiciaire 1954-1955 sont pourvus d'un bordereau analytique reproduit en annexe.

Pour retrouver un dossier de procédure, le chercheur doit donc partir soit des registres d'enregistrement (5 K 343 et 344), soit des registres de transcription ou d'expédition des arrêtés (5 K 345 à 5 K 434), qui sont dotés d'une table des matières par ordre alphabétique de demandeur précisant la nature de l'affaire. À partir de la date de la décision et du nom du demandeur, le chercheur peut accéder au dossier d'instruction, si celui-ci a été conservé – ce qui n'est pas systématique. Pour la période 1950-1955, où l'on ne conserve pas les registres d'enregistrement, l'existence d'un bordereau précis des dossiers permet de mener la recherche.

L'idéal eût certes été de pouvoir indiquer, dans l'analyse de chaque article, quel était le numéro d'enregistrement des dossiers conservés – voire le nom du demandeur et la nature de l'affaire, comme cela a été fait pour les dossiers du XIX^e s. –, mais le temps requis pour ce travail était trop important et les informations qui précèdent permettraient normalement au chercheur de trouver rapidement les dossiers qui l'intéressent.

On n'a pas procédé à une sélection au sein des dossiers de procédure. Les critères de sélection fixés par la circulaire [AD 98-7](#) du 3 juillet 1998 ne s'appliquent en effet qu'aux versements du Tribunal administratif ; et lors du classement de ces dossiers (versement 2937 W), il avait même été décidé de conserver l'intégralité des dossiers de la première année d'exercice pour le motif suivant : « Les dossiers relatifs à la période transitoire entre la fin du conseil de préfecture et la mise en place du tribunal administratif (décret du 30 septembre 1953) n'ayant pas été traités, il a été décidé de conserver tous les dossiers de l'année judiciaire 1955-1956, première année d'exercice du tribunal administratif. ». Tous les dossiers ne présentent certes pas le même intérêt historique.

Comme le souligne le répertoire numérique du fonds du Conseil de préfecture de l'Ain, « c'est peu de dire que les dossiers d'instruction sont le miroir d'une III^e République technocratique et très procédurière, donc généreuse en documents d'archives. Dans cette masse d'informations, on retrouve, sous la forme d'anecdotes, toutes les préoccupations des petites gens comme de la bourgeoisie, des artisans comme des élus communaux. »

Bruno GALLAND,
*directeur des Archives du département du Rhône
et de la métropole de Lyon*

Bibliographie

BOUVET (Marc), "Brève histoire des conseils de préfecture (1800-1953)", dans Conseil d'État, *Colloque "70^e anniversaire des tribunaux administratifs". Histoire d'une juridictionnalisation*, Paris, La Documentation française, 2025.

On peut renvoyer plus généralement aux différents travaux de Marc Bouvet :

"La composition du conseil de préfecture de la Loire-Inférieure (1800-1848)", dans *Des racines du Droit et des contentieux. Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Louis Mestre*, Éditions L'Épitoge, 2020, t. II, p. 45-54

"La composition des conseils de préfecture (1800-1851)", dans Miguel Angel Chamocho Cantudo et Tiphaine Le Yoncourt (dir.), *La naissance de la justice administrative locale. Des conseils de préfecture français aux conseils de province espagnols*, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 207-221

"La composition du Conseil de préfecture de Maine-et-Loire (1800-1851)", dans Christophe Blanchard et Flore Gasnier (dir.), *Aux confins du droit. Hommage amical à Xavier Martin*, Poitiers-Paris, Presses universitaires juridiques de Poitiers/LGDJ, 2015, p. 97-106

"La procédure contentieuse devant les conseils de préfecture au XIX^e siècle", dans Joël Hautebert et Sylvain Soleil (dir.), *La procédure et la construction de l'État en Europe (XVI^e-XIX^e siècle)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 801-825.

GOJOSSO (Eric), dir., *Les Conseils de préfecture (an VIII-1953)*, actes du colloque des 3 et 4 juin 2004. Poitiers, Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, 2006.

LEGER (Jacques), "L'histoire des conseils de préfecture", dans *La Revue administrative*, 52^e année, n° 3, numéro spécial 3 : Le Conseil d'État avant le Conseil d'État, 1999, p. 106-114.

Répertoire

CONSEIL DE PRÉFECTURE

Généralités

5K1	Circulaires relatives au Conseil.	1 registre.	1847-1875
5K2	Instructions, correspondance.		1847-1897
5K3	Statistiques des travaux du Conseil.		1878-1910

Pourvois en Conseil d'État

5K4	1899.		1899
5K5	1903.		1903
5K6	1904.		1904
5K7	1905.		1905
5K8	1907.		1907
5K9	1908.		1908
5K10	1909.		1909
5K11	1910.		1910
5K12	1914.		1914
5K13	Sainvoisin contre commune de Tassin. Construction d'ouvrages de canalisations. Pourvoi de M. Sainvoisin, entrepreneur des travaux.		1913-1920

Enregistrement des affaires.

5K14

Répertoire des arrêtés.

1800-1808

Répertoire alphabétique et chronologique. 21 prairial an VIII - 2 février 1808.

5K15-
5K46

Registres d'ordre : entrées et sorties des affaires.

1842-1922

5K15	N° 1. 1842-1844.	1842-1844
5K16	N° 2. 1844-1846.	1844-1846
5K17	N° 3. 1846-1847.	1846-1847
5K18	N° 4. 1847-1849.	1847-1849
5K19	N° 5. 1849-1851.	1849-1851
5K20	1851-1854.	1851-1854
5K21	1854-1855.	1854-1855
5K22	1858-1869.	1858-1869
5K23	1864-1865.	1864-1865
5K24	1866.	1866
5K25	1887.	1887
5K26	1888.	1888
5K27	1891.	1891
5K28	1895.	1895
5K29	1896.	1896
5K30	1899.	1899
5K31	1900.	1900
5K32	1901.	1901
5K33	1902.	1902
5K34	1903.	1903
5K35	1904.	1904
5K36	1905.	1905
5K37	1906.	1906
5K38	1907.	1907
5K39	1908.	1908
5K40	1910.	1910
5K41	1911.	1911
5K42	1912.	1912
5K43	1913.	1913
5K44	1914.	1914
5K45	1915-1918.	1915-1918
5K46	1919-1922.	1919-1922

5K47

Contentieux communaux : registre des
décisions.

1864-1908

Registre chronologique (1^{er} Avril 1864 -18 mai 1908). Concerne également
les hospices civils de Lyon, les hospices et bureaux de bienfaisance.

Arrêtés.

5K48 Répertoire des arrêtés. 1800-1808

21 prairial an VIII - 2 février 1808.

5K49- Registres des 1800-1928
5K129 arrêtés.

5K49	N° 1. 21 prairial an VIII - 6 germinal an IX.	1800-1801
5K50	N° 2. 7 Germinal an IX - Jour complémentaire an IX.	1801
5K51	N° 3. 5e jour an IX - 21 floréal an X.	1801-1802
5K52	N° 4. 22 floréal an X - 2 frimaire an XI.	1802
5K53	N° 5. 3 frimaire an XI - 8 prairial an XI.	1802-1803
5K54	N° 6. 11 prairial an XI - 18 ventôse an XII.	1803-1804
5K55	N° 7. 19 ventôse an XII - 3 floréal an XIII.	1804-1805
5K56	N° 8. 9 floréal an XIII - 26 août 1806.	1805-1806
5K57	N° 9. 30 août 1806 - 20 février 1808.	1806-1808
5K58	N° 10. 13 février 1808 - 18 juillet 1809.	1808-1809
5K59	N° 11. 20 juillet 1809 - 13 décembre 1810.	1809-1810
5K60	N° 12. 26 novembre 1810 - 12 mai 1812.	1810-1812
5K61	N° 13. 13 mai 1812 - 14 mai 1813.	1812-1813
5K62	N° 14. 15 mai 1813 - 10 mai 1815.	1813-1815
5K63	N° 15. 10 mai 1815 - 26 novembre 1816	1815-1816
5K64	N° 16. 26 novembre 1816 - 30 janvier 1818.	1816-1818
5K65	N° 17. 10 septembre 1818 - 6 mai 1819.	1818-1819
5K66	N° 18. 6 mai 1819 - 13 mai 1820.	1819-1820
5K67	N° 19. 16 mai 1820- 1er juin 1821.	1820-1821
5K68	N° 20. 14 juin 1821 - 4 mai 1824.	1821-1824
5K69	N° 21. 4 mai 1824 - 22 juillet 1825.	1824-1825
5K70	N° 22. 22 juillet 1825 - 8 septembre 1826.	1825-1826
5K71	N° 23. 8 septembre 1826 - 26 septembre 1828.	1826-1828
5K72	N° 24. 26 septembre 1828 - 23 juillet 1830.	1828-1830
5K73	N° 24 (!). 10 septembre 1830 - 30 octobre 1832.	1830-1832
5K74	2 novembre 1832 - 11 mars 1836.	1832-1836
5K75	17 mars 1836 - 24 mars 1837 Fol 1-123 seuls remplis, le reste vierge.	1836-1837
5K76	1er décembre 1842 - 6 décembre 1844.	1842-1844
5K77	1863.	1863
5K78	1864.	1864
5K79	1867.	1867
5K80	1869.	1869

5K81	1872.	1872
5K82	1873.	1873
5K83	1874.	1874
5K84	1875.	1875
5K85	1876.	1876
5K86	1877.	1877
5K87	1878.	1878
5K88	1878.	1878
5K89	1880.	1880
5K90	1881.	1881
5K91	1882.	1882
5K92	1883	1883
5K93	1884	1884
5K94	1885	1885
5K95	1886.	1886
5K96	1887.	1887
5K97	1888	1888
5K98	1889.	1889
5K99	1890.	1890
5K100	1891.	1891
5K101	1892	1892
5K102	1893	1893
5K103	1894	1894
5K104	1895	1895
5K105	1896	1896
5K106	1897	1897
5K107	1898	1898
5K108	1899	1899
5K109	1900	1900
5K110	1901	1901
5K111	1902	1902
5K112	1903	1903
5K113	1904	1904
5K114	1905	1905
5K115	1906	1906
5K116	1907	1907
5K117	1908	1908
5K118	1909	1909
5K119	1910	1910
5K120	1911	1911
5K121	1912	1912
5K122	1913	1913
5K123	1914	1914
5K124	1915-1919	1915-1919
5K125	1920-1922	1920-1922
5K126	1923	1923

5K127	1924	1924
5K128	1925	1925
5K129	1926	1926
5K130	Minutes.	1817-1842

Contentieux.

5K130-132 Minutes d'arrêtés. 1817-1877

5K130	Minutes (liasse).	1817-1842
5K131	Police du roulage. Minutes reliée registre.	1832
5K132	Contributions. Registre : "Affaires jugées après observations présentées oralement".	1875-1877

5K133-150 Contentieux fiscal : répertoire. 1818-1929

5K133	1914 (L à Z).	1914
5K134	1915 (L à Z).	1915
5K135	1916 (A à K).	1916
5K136	1916 (L à Z).	1916
5K137	1917 (A à K).	1917
5K138	1917 (L à Z).	1917
5K139	1918 (L à Z).	1918
5K140	1919 (A à K).	1919
5K141	1919 (L à Z).	1919
5K142	1921 (A à K).	1921
5K143	1921 (L à Z).	1921
5K144	1922 (A à K).	1922
5K145	1922 (L à Z).	1922
5K146	1923 (A à K).	1923
5K147	1923 (L à Z).	1923
5K148	1924. 1 registre unique.	1924
5K149	1925.	1925
5K150	1926.	1926

5K151-153 Cotes vacantes.

5K154- Rôles des séances. 1878-1926 164

5K154	1878-1879.	1878-1879
5K155	1880-1881.	1880-1881
5K156	1882-1883.	1882-1883
5K157	1884-1885.	1884-1885
5K158	1886-1887.	1886-1887
5K159	1890-1891.	1890-1891
5K160	1892-1893.	1892-1893
5K161	1902.	1902
5K162	1903.	1903
5K163	1910-1911.	1910-1911
5K164	1915-1926.	1915-1926

5K165- Dossiers de procédure. 1872-1925 261

La date est celle du jugement. Voir l'analyse des dossiers en annexe 1.

5K165	1872-1878.	1872-1878
5K166	1879.	1879
5K167	1879.	1879
5K168	1880.	1880
5K169	1880.	1880
5K170	1881.	1881
5K171	1881.	1881
5K172	1881.	1881
5K173	1881.	1881
5K174	1881.	1881
5K175	1882.	1882
5K176	1882.	1882
5K177	1881-1882.	1881-1882
5K178	1883.	1883
5K179	1883.	1883
5K180	1884.	1884
5K181	1884.	1884
5K182	1884.	1884
5K183	1885.	1885
5K184	1885.	1885
5K185	1885.	1885
5K186	1886.	1886
5K187	1886.	1886
5K188	1886.	1886
5K189	1886.	1886

5K190	1887.	1887
5K191	1888.	1888
5K192	1888.	1888
5K193	1888.	1888
5K194	1889.	1889
5K195	1889.	1889
5K196	1890.	1890
5K197	1890.	1890
5K198	1891.	1891
5K199	1891.	1891
5K200	1892.	1892
5K201	1892.	1892
5K202	1892.	1892
5K203	1892.	1892
5K204	1892.	1892
5K205	1893.	1893
5K206	1893.	1893
5K207	1894.	1894
5K208	1894.	1894
5K209	1895.	1895
5K210	1895.	1895
5K211	1896.	1896
5K212	1896.	1896
5K213	1896.	1896
5K214	1897.	1897
5K215	1897.	1897
5K216	1898.	1898
5K217	1898 : débits de boisson (fixation du taux d'abonnement).	1898
5K218	1898 : actions intentées contre la Société des Forces Motrices du Rhône pour l'établissement du canal de Jonage.	1898
5K219	1898.	1898
5K220	1899.	1899
5K221	1899.	1899
5K222	1899.	1899
5K223	1900.	1900
5K224	1900.	1900
5K225	1901.	1901
5K226	1901.	1901
5K227	1901.	1901
5K228	1902.	1902
5K229	1903.	1903
5K230	1903.	1903
5K231	1903.	1903
5K232	1904.	1904
5K233	1904 (dont : élections municipales).	1904
5K234	1904.	1904
5K235	1905.	1905

5K236	1906 : réclamations contre les travaux publics.	1906
5K237	1906.	1906
5K238	1907.	1907
5K239	1907.	1907
5K240	1908.	1908
5K241	1908.	1908
5K242	1908.	1908
5K243	1908 et 1909.	1908-1909
5K244	1909 : travaux publics.	1909
5K245	1910 : travaux publics.	1910
5K246	1910 : travaux publics, service vicinal, logements insalubres, établissements dangereux, constructions neuves, élections cantonales, personnel des HCL.	1910
5K247	1911 : travaux publics, établissements dangereux, logements insalubres, constructions neuves, délits de grande voirie, élections, inondations de la Saône.	1911
5K248	1912 : travaux publics.	1912
5K249	1912 : travaux publics, contributions indirectes, marché des fourniture de gaz.	1912
5K250	1913 : travaux publics.	1913
5K251	1916-1918.	1916-1918
5K252	1919.	1919
5K253	1920.	1920
5K254	1920.	1920
5K255	1921.	1921
5K256	1921.	1921
5K257	1922.	1922
5K258	1923.	1923
5K259	1924.	1924
5K260	1925.	1925
5K261	Contentieux entre les administrés et la Ville de Lyon. Assistance, contributions, logements insalubres, divers.	1906-1909

Tutelle administrative des communes et des établissements.

5K262	Bâtiments communaux.	1868-1906
5K263	Acquisitions de terrain.	1864-1891
5K264	Travaux communaux.	1871-1906
5K265	Dépenses d'instruction publique.	1869-1885
5K266	Dons, legs, adjudications, pièces justificatives de comptabilité.	1868-1895
5K267	Comptabilité occulte.	1892-1913

Thizy, entre l'hospice et Champalle, ancien maire, et autres (1892-1894) ;
Bourg-de-Thizy, entre le bureau de bienfaisance et Déjolaire, maire, Perras, boulanger (1893-1895) ;
Dracé, entre la commune et l'ancien maire (1893-1895) ;
Saint-Symphorien-sur-Coise, entre l'hospice et deux membres de la commission (1893-1894) ;
Saint-Fons, église, abbé Giraud, desservant, comptable occulte (1900-1902) ;
Grigny, entre la commune et M. Delarbre, maire, M. Mulet, secrétaire de mairie (1901) ;
Lyon, église Saint-Georges, M. le curé Soulier (1901-1902) ;
Poule, gestion de M. Auray, maire (1903) ;
Aveize, Guyot, maire (1903) ;
Montrottier, Bonnet, maire (1909) ;
Chambost-Allières, Rivier, maire (1911) ;
Vaulx-en-Velin, Lefebvre, ancien maire, Robert, ancien secrétaire, Béraud, ancien adjoint (1913) ;
Saint-Just-d'Avray, Bertin, ancien maire, Desseigne, ancien secrétaire de mairie (1918).

5K268	Comptes de gestion de Donnezan, receveur à Lamure-sur-Azergues.	1863-1884
-------	---	-----------

Apurement de la gestion 1863-1864 : correspondance avec les communes de Chambost, Chénelette, Claveisolles, Lamure, Poule et Saint-Nizier d'Azergues.

Les cotes 5 K 269 à 5 K 342 sont vacantes.

CONSEIL INTERDÉPARTEMENTAL DE PRÉFECTURE

Enregistrement des affaires

Classement par date d'arrivée, avec précision sur la date d'arrêté final (ce qui permet de retrouver l'arrêté dans les registres de transcription ou d'expédition, et le dossier d'affaire lorsqu'il a été conservé). Seuls sont enregistrés les dossiers de contentieux général (y compris ceux contre les contributions indirectes), mais pas les contentieux avec les contributions directes. Figurent dans ces registres les dossiers enregistrés au Bureau central de Lyon, soit déposés directement devant celui-ci, soit transférés depuis un bureau délégué. L'absence de registre d'enregistrement pour les années 1949 à 1954 est, en partie, compensée par la précision des bordereaux de versement pour les années judiciaires 1950-1951 à 1953-1954 (5K598 à 5K669).

5K343	Octobre 1928 à juillet 1937 (dossiers n° 2762 à 5943).	1928-1937
5K344	Juillet 1937 à février 1949 (dossiers n° 5944 à 9263).	1937-1949

Transcription des arrêtés (registres manuscrits)

5K345	Audiences du 3 décembre 1926 au 3 février 1928.	1926-1928
5K346	Audiences du 10 février 1928 au 26 février 1929.	1928-1929

Expédition des arrêtés : registres dactylographiés

Chaque volume comporte, à la fin, une table alphabétique par nom de demandeur avec la nature de l'affaire.

5K347- 5K353	Années 1927-1930.	1927- 1930
5K347	4 février-30 décembre 1927.	1927
5K348	3 janvier-3 juillet 1928.	1928
5K349	4 juillet-28 décembre 1928.	1928
5K350	4 janvier-14 août 1929.	1929
5K351	Élections municipales : 24 mai-24 août 1929.	1929
5K352	28 septembre 1929-28 février 1930.	1929-1930
5K353	28 février-25 juillet 1930.	1930
5K354- 5K355	Année judiciaire 1930-1931.	1930- 1931
5K354	1er août 1930-13 février 1931.	1930-1931
5K355	20 février-31 juillet 1931.	1931
5K356- 5K357	Année judiciaire 1931-1932.	1931- 1932
5K356	6 août 1931-19 février 1932.	1931-1932
5K357	3 mars-26 juillet 1932.	1932
5K358- 5K359	Année judiciaire 1932-1933.	1932- 1933
5K358	9 août 1932-3 mars 1933.	1932-1933
5K359	7 mars-18 juillet 1933.	1933

5K360- 5K361	Année judiciaire 1933-1934.	1933- 1934
5K360 5K361	4 août 1933-30 janvier 1934. 1 ^{er} février-26 juillet 1934.	1933-1934 1934
5K362- 5K363	Année judiciaire 1934- 1935.	1934- 1935
5K362 5K363	7 août 1934-30 janvier 1935. 25 janvier-26 juillet 1935.	1934-1935 1935
5K364- 5K367	Année judiciaire 1935-1936.	1935- 1936
5K364 5K365 5K366 5K367	Août-décembre 1935. Élections municipales : 14 mai-20 septembre 1936. Janvier-avril 1936. Avril-juillet 1936.	1935 1936 1936 1936
5K368- 5K371	Année judiciaire 1936-1937.	1936- 1937
5K368 5K369 5K370 5K371	Août-décembre 1936. Janvier-avril 1937. Mai-juillet 1937. Contributions directes : janvier-juillet 1937. A partir de janvier 1937, on a deux séries de registres : contentieux général, puis contributions directes, par année judiciaire.	1936 1937 1937 1937
5K372- 5K377	Année judiciaire 1937-1938.	1937- 1938
5K372 5K373 5K374 5K375 5K376 5K377	Août 1937-janvier 1938. Février-avril 1938. Mai-juillet 1938. Contributions directes : octobre-décembre 1937. Contributions directes : janvier-mars 1938. Contributions directes : avril-juillet 1938.	1937-1938 1938 1938 1937 1938 1938
5K378- 5K383	Année judiciaire 1938-1939.	1938- 1939

5K378	Août 1938-décembre 1938.	1938
5K379	Janvier-mars 1939.	1939
5K380	Avril-juillet 1939.	1939
5K381	Contributions directes : octobre-décembre 1938.	1938
5K382	Contributions directes : janvier-mars 1939.	1939
5K383	Contributions directes : avril-juillet 1939.	1939
5K384- 5K385	Année judiciaire 1939-1940.	1939- 1940
5K384	Août 1939-juillet 1940.	1939-1940
5K385	Contributions directes : octobre 1939-juillet 1940.	1939-1940
5K386- 5K390	Année judiciaire 1940-1941.	1940- 1941
5K386	Août-octobre 1940.	1940
5K387	Novembre 1940-février 1941.	1940-1941
5K388	Mars-juillet 1941.	1941
5K389	Contributions directes : août-décembre 1940.	1940
5K390	Contributions directes : janvier-juillet 1941.	1941
5K391- 5K393	Année judiciaire 1941-1942.	1941- 1942
5K391	Octobre 1941-février 1942.	1941-1942
5K392	Mars-juillet 1942.	1942
5K393	Contributions directes.	1941-1942
5K394- 5K396	Année judiciaire 1942-1943.	1942- 1943
5K394	Septembre 1942-mars 1943.	1942-1943
5K395	Avril-juillet 1943.	1943
5K396	Contributions directes.	1942-1943
5K397- 5K399	Année judiciaire 1943-1944.	1943- 1944
5K397	Septembre 1943-février 1944.	1943-1944
5K398	Février-juillet 1944.	1944
5K399	Contributions directes.	1943-1944
5K400-	Année judiciaire 1944-1945.	1944-

5K402

1945

5K400	Août 1944-juillet 1945.	1944-1945
5K401	Élections d'avril-mai 1945.	1945
5K402	Contributions directes.	1944-1945
5K403- 5K405	Année judiciaire 1945-1946.	1945- 1946

5K403	Août 1945-mars 1946.	1945-1946
5K404	Avril-juillet 1946 (et arrêts antérieurs).	1946
5K405	Contributions directes.	1945-1946
5K406- 5K409	Année judiciaire 1946-1947.	1946- 1947

5K406	Septembre 1946-février 1947.	1946-1947
5K407	Mars-juillet 1947.	1947
5K408	Contributions directes : octobre-décembre 1946.	1946
5K409	Contributions directes : janvier-juillet 1947.	1947
5K410- 5K413	Année judiciaire 1947-1948.	1947- 1948

5K410	Septembre 1947-avril 1948.	1947-1948
5K411	Avril-juillet 1948.	1948
5K412	Élections.	1947-1948
5K413	Contributions directes.	1947-1948

5K414- 5K416	Année judiciaire 1948-1949.	1948- 1949
5K414	Août 1948-janvier 1949.	1948-1949
5K415	Février-juillet 1949.	1949
5K416	Contributions directes.	1948-1949
5K417- 5K419	Année judiciaire 1949-1950.	1949- 1950
5K417	Septembre 1949-février 1950.	1949-1950
5K418	Mars-juillet 1950.	1950
5K419	Contributions directes.	1949-1950
5K420- 5K423	Année judiciaire 1950-1951.	1950- 1951
5K420	Septembre 1950-mars 1951.	1950-1951
5K421	Avril-juillet 1951.	1951
5K422	Contributions directes : décembre 1950-mars 1951.	1950-1951
5K423	Contributions directes : avril-juillet 1951.	1951
5K424- 5K427	Année judiciaire 1951-1952.	1951- 1952
5K424	Août 1951-février 1952.	1951-1952
5K425	Mars-juillet 1952.	1952
5K426	Contributions indirectes : octobre 1951-février 1952.	1951-1952
5K427	Contributions directes : mars-juillet 1952.	1952
5K428- 5K432	Année judiciaire 1952-1953.	1952- 1953
5K428	Septembre 1952-janvier 1953.	1952-1953
5K429	Février-septembre 1953.	1953
5K430	Élections.	1952-1953
5K431	Contributions directes : octobre 1952-janvier 1953.	1952-1953
5K432	Contributions directes : février-juin 1953.	1953
5K433- 5K434	Année judiciaire 1953-1954 (début).	1953
5K433	Septembre-décembre 1953.	1953
5K434	Contributions directes : octobre-décembre 1953.	1953

Contributions directes : répertoires alphabétiques

Suite de la série conservée sous les cotes 5K134 à 150 : ces registres restent tenus jusqu'en 1929.

5K435	1927 (1 ^{er} volume).	1927
5K436	1927 (2 nd volume).	1927
5K437	1928-1929.	1928-1929

Minutes d'arrêtés

5K438- Contributions directes : bureau central de Lyon. 1934-
5K463 1955

Classement par ordre alphabétique des
demandeurs.

5K438	1934-1935.		1934-1935
5K439	1935-1936.		1935-1936
5K440-5K441	1936-1937.		1936-1937
	5K440	A à K.	1936-1937
	5K441	L à Z.	1936-1937
5K442-5K444	1937-1938.		1937-1938
	5K442	A à E.	1937-1938
	5K443	F à P.	1937-1938
	5K444	Q à Z.	1937-1938
5K445	1938-1939.		1938-1939
5K446	1939-1940.		1939-1940
5K447	1940-1941.		1940-1941
5K448	1941-1942.		1941-1942
5K449	1942-1943.		1942-1943
5K450	1943-1944.		1943-1944
5K451	1944-1945.		1944-1945
5K452	1945-1946.		1945-1946
5K453	1946-1947.		1946-1947
5K454	1947-1948.		1947-1948
5K455	1948-1949.		1948-1949
5K456	1949-1950.		1949-1950
5K457	1950-1951.		1950-1951
5K458-5K459	1951-1952.		1951-1952
	5K458	A à H.	1951-1952
	5K459	I à Z.	1951-1952
5K460	1952-1953.		1952-1953
5K461	1953-1954.		1953-1954
5K462-5K463	1954-1955.		1954-1955
	5K462	A à O.	1954-1955
	5K463	P à Z.	1954-1955

5K464-
5K474

Conseillers délégués.

1927-
1955

5K464-5K467	Contributions directes.	1938-1954
5K464	Ain.	1938-1954
5K465	Ardèche.	1938-1954
5K466	Loire.	1938-1954
5K467	Saône-et-Loire.	1938-1954
5K468-5K474	Contentieux ordinaire (principalement grande voirie).	1927-1955
5K468-5K469	Ain.	1927-1955
5K468	1927-1935.	1927-1935
5K469	1935-1955.	1935-1955
5K470	Ardèche.	1927-1954
5K471	Loire.	1927-1947
5K472-5K474	Saône-et-Loire.	1932-1953
5K472	1932-1942.	1932-1942
5K473	1943-1947.	1943-1947
5K474	1948-1953.	1948-1953

Contentieux général : dossiers de procédure

Les dossiers des affaires instruites entre 1926 et 1933 ont été regroupés car ils ont fait l'objet d'un échantillonnage antérieur à 1952, dont on ignore les principes. Les dossiers instruits après 1934 ont été regroupés selon le classement qui était en vigueur : par année judiciaire, puis par ordre alphabétique de demandeur. Pour retrouver un dossier, on peut donc partir soit du répertoire d'enregistrement des affaires (qui donne l'arrêt conclusif, donc l'année judiciaire, et le nom du demandeur) soit des registres d'expédition des arrêtés par année judiciaire. Les dossiers dans lesquels les villes ou communes sont demandeurs sont classés à "Maire". Les dossiers d'entreprises sont classés dans "sociétés".

5K475- 5K490	Années judiciaires jusqu'à 1933-1934.	1926- 1934
	Dossiers conservés suite à un échantillonnage, qui avait été réalisé avant le versement de 1952. Les dossiers avaient alors reçu une cote provisoire (2 U). Le numéro indiqué entre parenthèses est celui des registres d'enregistrement (5K343 et 344). Pour les dossiers non retenus à l'échantillonnage, les minutes n'avaient pas été retirées et sont donc détruites ; on ne peut les retrouver que grâce aux registres d'expédition.	
5K475-5K480	<i>Particuliers.</i>	1914-1934
5K475	Particuliers contre Ville de Firminy. Préjudice causé par des détournements d'eau dans la rivière l'Échappe. Pierre Largeron, moulinier (1814). Jean-Marie Tardion, moulinier (1815). Héritiers Rebaud (1862).	1914-1932
5K476	A-B. Veuve Aubineau / Mairie de Lyon (4278). Aujoulat / commune de Saint-Etienne-de-Lugdarès (1832). Bernillon / Taponas (4221). Bianco / Contributions indirectes (3151). Blain / Contributions indirectes (4283). Veuve Blaizac / Commune de Cornas (4561). Blanc / Contributions indirectes (1889). Boureille / Commune d'Usson-en-Forez (3961).	1925-1934
5K477	C-H. Curty et compagnie, SARL / Ville de Lyon (3536). Délogé / Commune de Sainte-Foy-l'Argentière (1850). Veuve Deschamps / Ponts-et-Chaussées (4478). Duffy / Régie départementale des chemins de fer du Beaujolais (2014). Fontaine / Contributions indirectes (3780). Veuve Fuvel / Préfet de la Loire, service vicinal (1956). Gouteyrat / administration des P.T.T. (2773). Hock / Contributions indirectes (3833). Hospices de Bourg-en-Bresse / Département de l'Ain (3571).	1925-1934
5K478	J-N. Jourdin, architecte / Ville de Paray-le-Monial, Saône-et-Loire (2898). Lamberger frères / Contributions indirectes (4056). Veuve Lemaria / Commune de Lagnieu, Ain (2428). Marandon, propriétaire, et al. / Maire de Saint-Etienne (2704). Contributions indirectes / veuve Moyet (3970). Veuve Naquin / Trésor public (4603). Navaizand et autres employés de la régie / régie départementale des chemins de fer d'intérêt local du Rhône (4186).	1925-1934

5K479	P-S. Préfet du Rhône / Pasquier, directeur des messageries fluviales, et Allemann, capitaine conducteur du bateau (2873). Perréal / commune de Treffort, Ain (4033). Prudon / commune de Clermain, Saône-et-Loire (3983). Commune d'Annonay / Puech (2588). Richard, entrepreneur / commune de Lorette, Loire (2624). Sabarly, entrepreneur / État, génie militaire (3957). Veuve Sestier / Maire de Lyon (4282). Soboul, syndic / Contributions indirectes (4116bis). Syndicat agricole et viticole de l'arrondissement de Mâcon / Contributions indirectes (3879).	1925-1934
5K480	U-V. Union commerciale d'alimentation du Forez / Contributions indirectes (1619). Vaux, ingénieur / Département de l'Ardèche, commune de Gropierre, commune de St-Alban-sous-Sampzon (sans numéro). Vernède / Commune de Vals-les-Bains (Ardèche) (3103).	1925-1934
5K481-5K490	<i>Sociétés et entreprises.</i>	1910-1934
5K481	Compagnie de chemin de fer du Sud-Est / Département de l'Ain (2517). Rachat de réseau.	1928-1929
5K482	Compagnies et sociétés / ville de Saint-Etienne (2097, 2468, 2509). Compagnie du gaz de Saint-Etienne / ville de Saint-Etienne (2097). Sté nouvelle du gaz de Saint-Etienne / Ville de Saint-Etienne (2468). Compagnie électrique de la Loire et du Centre / Ville de Saint-Etienne (2509).	1910-1928
5K483	Compagnie des chemins de fer départementaux du Rhône et de la Loire / Département du Rhône (408, 1170, 222, 2108 et 3637). Cinq instances successives introduites entre 1920 et 1930, enregistrées sous les numéros 408 (1920), 1170 (1922), 222 (1923), 2108 (1927) et 3637 (1930): révision du contrat de concession et paiement d'indemnités.	1920-1939
5K484	Autres compagnies. Compagnie du gaz de Lyon / ville de Lyon (enregistré en 1921, 825). Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon / Ville de Lyon et Département du Rhône (enregistré en 1921, 960). Perret, propriétaire à Chaponost, contre la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon : dégradations dans un immeuble (enregistré en 1923, 578). Compagnie du Bourbonnais / Ville de Rive-de-Gier (2249).	1921-1928
5K485	Manufacture d'armes et de cycles de Saint-Etienne / Contributions indirectes (4242, 4427).	1932-1933
5K486	Société Martin / État : travaux à l'Hôtel des Postes de Saint-Etienne (2549). Sté anonyme des établissements Martin Aîné c/ État français : contestation dans le bordereau des prix dressé par l'architecte départemental pour les travaux de menuiserie relatifs à la construction de l'Hôtel des postes de Saint-Etienne.	1928-1929
5K487	Sociétés : affaires enregistrées entre 1923 et avril 1927. Sté immobilière du 5e arrondissement / Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon : dégradations dans un immeuble (enregistré en 1923, 320). Sté Rouchon contre ministère de la Guerre : règlement de travaux au Centre d'aviation de Bron (enregistré en 1926, 165). Sté automobile Berliet / Contributions indirectes (enregistré en 1926, 1534). Sté Christiani et Nielsen / Préfet de Saône-et-Loire (1834). Sté d'entreprises de construction et travaux publics d'Arras / Département de Saône-et-Loire (2027).	1923-1929
5K488	Sociétés : affaires enregistrées entre mai 1927 et juillet 1928. Sté des travaux hydrauliques et Entreprises générales / État (2061). Ville de Tournon / Sté des forces motrices du Vercors (2336). Sté foncière et industrielle du Rhône / Ville de Bellegarde (2430). Sté d'entreprises de travaux et d'alimentation / Administration pénitentiaire (2604). Sté lyonnaise des eaux et de l'éclairage / Ville de Roanne (2681).	1923-1929

5K489	Sociétés : affaires enregistrées entre juillet 1928 et mars 1929. Sté des automobiles Berliet / Contributions indirectes (2788). Sté Rhodiaseta / Ville de Lyon (2881). Sté coopérative des patrons boulangers de la région lyonnaise / Contributions indirectes (2887).	1928-1934
5K490	Sociétés : affaires enregistrées entre 1930 et 1934. Sté Vjilsa, siège à Tunis, succursale à Lyon / Contributions indirectes (3664). Sté du gaz et électricité du Sud-Est / Contributions indirectes (3766 et 3789). Sté Polysius / Contributions indirectes (4021). Conserves Lenzbourg / Ville de Lyon (4634).	1930-1934
5K491- 5K500	Année judiciaire 1934-1935.	1934- 1935
5K491	A-B.	1934-1935
5K492	C.	1934-1935
5K493	D-G.	1934-1935
5K494	H-L, maire de Caluire, maire de Grigny.	1934-1935
5K495	Maires (ou ville), de Lyon à Saint-Gervais-en-Vallières.	1934-1935
5K496	Mal-Pasteur-Vallery-Radot.	1934-1935
5K497	Préfets.	1934-1935
5K498	R-T (sauf sociétés).	1934-1935
5K499	V.	1934-1935
5K500	Entreprises et sociétés.	1934-1935
5K501- 5K513	Année judiciaire 1935-1936.	1935- 1936
5K501	A-Berland.	1935-1936
5K502	Bernard-Blanchedeau.	1935-1936
5K503	Bonand-Butet.	1935-1936
5K504	C.	1935-1936
5K505	D-G.	1935-1936
5K506	Hospices-Mag.	1935-1936
5K507	Maires (ou : ville).	1935-1936
5K508	M-P (sauf maires et préfets).	1935-1936
5K509	Préfets.	1935-1936
5K510	R-T.	1935-1936
5K511	V-Z.	1935-1936
5K512	Entreprises hydrauliques. Compagnie française des conduites d'eau / ville de Lyon (4698, 4537, 4724 et 5007) ; Société des travaux hydrauliques et entreprises générales / État (4535).	1935-1936
5K513	Entreprises et sociétés.	1935-1936
5K514- 5K528	Année judiciaire 1936-1937.	1936- 1937
5K514	A-Bou.	1936-1937

5K515	Bro-Ca.	1936-1937
5K516	Cha-Cu.	1936-1937
5K517	D.	1936-1937
5K518	E-G.	1936-1937
5K519	Hospices-Mag.	1936-1937
5K520	Maires (ou : ville). L'Arbresle, Lyon, Boisse, Chauffailles.	1936-1937
5K521	Man-Mor.	1936-1937
5K522	N-O.	1936-1937
5K523	P (sauf : préfets).	1936-1937
5K524	Préfets.	1936-1937
5K525	R-S.	1936-1937
5K526	T-V.	1936-1937
5K527	Entreprises et sociétés : Rhône.	1936-1937
5K528	Entreprises et sociétés : autres départements. Ain : 1 dossier (Sté les fils Convert / Ville de Bourg, 4101). Ardèche : 1 dossier (Sté Chaux et ciments Vallette-Viallard / Contributions indirectes, 5509). Saône-et-Loire : 1 dossier (PLM / Velato, 5760bis). Loire : 9 dossiers.	1936-1937
5K529- 5K545	Année judiciaire 1937-1938.	1937- 1938
5K529	A-B.	1937-1938
5K530	Carterot-Compagnie d'assurance.	1937-1938
5K531	Compagnie OTL-Crédit.	1937-1938
5K532	D.	1937-1938
5K533	E-G.	1937-1938
5K534	H-L.	1937-1938
5K535	J-May.	1937-1938
5K536	Mer-P (sauf : préfets).	1937-1938
5K537	Préfets.	1937-1938
5K538	R-S.	1937-1938
5K539	T-W.	1937-1938
5K540-5K541	Usagers de la Veyle / ville de Bourg. Préjudice lié à la dérivation des eaux de la Veyle effectuée en 1929 pour l'alimentation de Bourg.	1937-1938
5K540	Dossiers 3670-3684, 3688-3692, 3694, 3694bis, 3695-3696, 3698-3699.	1937-1938
5K541	Dossiers 3747-3761, 3763-3764, 3793 et 3836.	1937-1938
5K542-5K543	Divers contre État (Ponts-et-Chaussées). Rupture d'un aqueduc du canal de Roanne à Digoin, à Artaix (Saône-et-Loire), intervenue dans la nuit du 2 au 3 février 1933.	1937-1938
5K542	Correspondance générale ; dossiers 4313, 4335-4344.	1937-1938
5K543	Dossiers 4345-4357, 4364-4365, 4386.	1937-1938
5K544	Divers contre ville de Saint-Etienne et ville de Villeurbanne. Villeurbanne : taxe de branchement aux égouts (5724, 5754-5756). Saint-Etienne : traitement des professeurs de l'école des Beaux-Arts (6039-6052).	1937-1938

5K545	Entreprises et sociétés.	1937-1938
5K546- 5K560	Année judiciaire 1938-1939.	1938- 1939
5K546	A.	1938-1939
5K547	B.	1938-1939
5K548	C-D.	1938-1939
5K549	E-F.	1938-1939
5K550	G.	1938-1939
5K551	Hospices civils de Lyon (legs).	1938-1939
5K552	J-L ; maires (et villes).	1938-1939
5K553	M (sauf : maires).	1938-1939
5K554	O-P (sauf : préfets).	1938-1939
5K555	Préfets.	1938-1939
5K556	R-V.	1938-1939
5K557-5K558	Divers / ville de Saint-Etienne.	1938-1939
	Demandes en décharge de la taxe pour frais de réparation des trottoirs.	
5K557	Correspondance générale ; première partie.	1938-1939
5K558	Deuxième partie.	1938-1939
5K559	Manufacture d'armes et de cycles de Saint-Etienne.	1938-1939
5K560	Entreprises et sociétés.	1938-1939
5K561- 5K565	Année judiciaire 1939-1940.	1939- 1940
5K561	A-C.	1939-1940
5K562	G-N.	1939-1940
5K563	Préfets.	1939-1940
5K564	P (sauf : préfets)-V.	1939-1940
5K565	Entreprises et sociétés.	1939-1940
	A noter : Compagnie des chemins de fer du Rhône et de la Loire/Département du Rhône et Département de la Loire.	

5K566- 5K579	Année judiciaire 1940-1941.	1940- 1941
5K566	A.	1940-1941
5K567	B.	1940-1941
5K568	C-D.	1940-1941
5K569	F.	1940-1941
5K570	G.	1940-1941
5K571	J-L.	1940-1941
5K572	M-O.	1940-1941
5K573	P (dont : préfets).	1940-1941
5K574	R-W.	1940-1941
5K575	Divers / État, Département du Rhône, ville de Lyon et ville de Caluire. Débordement des égouts de Caluire : dégâts causés par le refoulement du canal collecteur existant sur le chemin de Wette Fays à Caluire les 16 et 25 juin 1933 (décision du 11 octobre 1940). Dossiers 4412 et sv., 4578-4585.	
5K576	Dommmages de guerre.	1940-1941
5K577	Compagnie du Bourbonnais / Compagnie des chemins de fer à voie étroite. Dossier 6193.	1940-1941
5K578	Diverses compagnies. Cie d'assurance "La participation" / commune de Vinezac [Ardèche] (6302); Cie des gaz de Lyon / contributions indirectes (6083, 6397, 6706); Cie générale des eaux / commune de Caluire-et-Cuire (5339) ; Cie O.T.L. / Département du Rhône (6391).	1940-1941
5K579	Entreprises et sociétés.	1940-1941
5K580- 5K586	Année judiciaire 1941-1942.	1941- 1942
5K580	A-B.	1941-1942
5K581	C-D et F.	1941-1942
5K582	G.	1941-1942
5K583	J-L.	1941-1942
5K584	M-P.	1941-1942
5K585	R-W.	1941-1942
5K586	Entreprises et sociétés.	1941-1942
5K587- 5K589	Année judiciaire 1942-1943.	1942- 1943
5K587	A-D.	1942-1943
5K588	F-T.	1942-1943
5K589	Entreprises et sociétés.	1942-1943
5K590-	Année judiciaire 1943-1944.	1943-

5K591

1944

5K590

A-C.

1943-1944

5K591

G-S.

1943-1944

5K592

Année judiciaire 1944-1945.

1944-
1945

13 dossiers (dont : sociétés).

5K593

Année judiciaire 1945-1946.

1945-
1946

14 dossiers (dont : sociétés).

5K594

Année judiciaire 1946-1947.

1946-
1947

6 dossiers.

5K595

Année judiciaire 1947-1948.

1947-
1948

10 dossiers.

5K596

Année judiciaire 1948-1949.

1948-
1949

5K597

Année judiciaire 1949-1950.

1949-
1950

Pour les années 1950-1951 à 1954-1955 : voir
l'analyse des dossiers en annexe 2.

5K598- 5K607	Année judiciaire 1950-1951.	1950- 1951
-----------------	-----------------------------	---------------

5K598	A-B.	1950-1951
5K599	C-D.	1950-1951
5K600	D et divers.	1950-1951
5K601	E-J.	1950-1951
5K602	L.	1950-1951
5K603	M-P.	1950-1951
5K604	R-V.	1950-1951
5K605	Sociétés (première partie).	1950-1951
5K606	Sociétés (deuxième partie).	1950-1951

5K607- 5K619	Année judiciaire 1951-1952.	1951- 1952
-----------------	-----------------------------	---------------

5K607	A-B.	1951-1952
5K608	C.	1951-1952
5K609	D et divers.	1951-1952
5K610	Charges extracontractuelles : Ain, Ardèche, Loire.	1951-1952
5K611	Charges extracontractuelles Rhône et Saône-et-Loire ; E-J.	1951-1952
5K612	L.	1951-1952
5K613	M.	1951-1952
5K614	N-P.	1951-1952
5K615	Préfets (contraventions).	1951-1952
5K616	R-V.	1951-1952
5K617	Sociétés (première partie).	1951-1952
5K618	Sociétés (deuxième partie).	1951-1952
5K619	Sociétés (troisième partie).	1951-1952

5K620- 5K632	Année judiciaire 1952-1953.	1952- 1953
-----------------	-----------------------------	---------------

5K620	A-Bi.	1952-1953
5K621	Bi-Bu.	1952-1953
5K622	C.	1952-1953
5K623	D et divers.	1952-1953
5K624	E-F.	1952-1953
5K625	G-J.	1952-1953
5K626	L dont Ville de Lyon (immeubles menaçant ruine).	1952-1953
5K627	M-P.	1952-1953
5K628	Préfets (contraventions).	1952-1953
5K629	Q-R.	1952-1953
5K630	S-V.	1952-1953
5K631	Sociétés (première partie).	1952-1953

5K632	Sociétés (deuxième partie).	1952-1953
5K633- 5K650	Année judiciaire 1953-1954.	1953- 1954
5K633	A-Bernard.	1953-1954
5K634	Bernelin-Buiron.	1953-1954
5K635	Ca-Cla.	1953-1954
5K636	Cle-Con.	1953-1954
5K637	Con-Cu.	1953-1954
5K638	Da-Dr.	1953-1954
5K639	Duc-Duverne et Divers.	1953-1954
5K640	E-F.	1953-1954
5K641	G.	1953-1954
5K642	H-J.	1953-1954
5K643	L dont Ville de Lyon (immeubles menaçant ruine).	1953-1954
5K644	M.	1953-1954
5K645	N-P.	1953-1954
5K646	Préfets (contraventions).	1953-1954
5K647	R-S.	1953-1954
5K648	T-V.	1953-1954
5K649	Sociétés (première partie : B à Gro).	1953-1954
5K650	Sociétés (deuxième partie : J à W).	1953-1954
5K651- 5K669	Année judiciaire 1954-1955.	1954- 1955
5K651	A-Ba.	1954-1955
5K652	Be-Bi.	1954-1955
5K653	Bl-Bu.	1954-1955
5K654	Ca-Ch.	1954-1955
5K655	Co.	1954-1955
5K656	D et divers.	1954-1955
5K657	E-F.	1954-1955
5K658	G-H.	1954-1955
5K659	I-K.	1954-1955
5K660	L (sauf Lyon).	1954-1955
5K661	Ville de Lyon : immeubles menaçant ruine.	1954-1955
5K662	Ma-Mi.	1954-1955
5K663	Mo.	1954-1955
5K664	O-Q dont : Préfets (contraventions).	1954-1955
5K665	R.	1954-1955
5K666	S.	1954-1955
5K667	T-W.	1954-1955
5K668	Sociétés (première partie : A à G).	1954-1955
5K669	Sociétés (deuxième partie : L à T).	1954-1955

Contentieux électoral.

Voir l'analyse des dossiers en annexe 3.

5K670-5K683 Élections municipales. 1927-1955

5K670-5K672	1929.	1929
5K670	Ain, Ardèche.	1929
5K671	Loire, Saône-et-Loire.	1929
5K672	Rhône.	1929
5K672-5K675	1935.	1935
5K673	Ain.	1935
5K674	Ardèche, Loire.	1935
5K675	Rhône, Saône-et-Loire.	1935
5K676	<i>Élections complémentaires, 1927-1939.</i>	1927-1939
5K677-5K678	1945.	1945
5K677	Ain, Ardèche.	1945
5K678	Loire, Rhône, Saône-et-Loire.	1945
5K679-5K680	1947.	1947
5K679	Ain, Ardèche.	1947
5K680	Loire, Rhône, Saône-et-Loire.	1947
5K681-682	1953-1954 (et élections complémentaires antérieures).	1947-1955
5K681	Ain (1953-1954), Ardèche (1947-1954).	1947-1954
5K682	Loire (1953), Rhône (1951-1955), Saône-et-Loire (1953-1954).	1951-1955
5K683	<i>Recours contre l'élection de maires et d'adjoints (tous départements).</i>	1945-1954

5K684-5K686 Élections cantonales. 1928-1955

5K684	1928-1934 (et délégués sénatoriaux).	1928-1934
5K685	1937-1946.	1937-1946
5K686	1947-1955.	1947-1955

5K687	Élection des délégués chargés d'élire le Premier conseil de la République.	1946-1952
5K688	Élections aux tribunaux paritaires de baux ruraux.	1946-1951
5K689	Élections professionnelles.	1926-1955

Chambre départementale d'agriculture, délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, chambre d'industrie thermale de Bourbon-Lancy, commission syndicale au hameau du Ponthoux (commune de Vouvray, Saône-et-Loire). Voir l'analyse des dossiers en annexe 3.

Tutelle administrative des communes et des établissements.

5K690	Liste nominative des receveurs et percepteurs (2 cahiers).	1927-1935
5K691	Comptabilité occulte. Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), 1927 ; Gergy (Saône-et-Loire), 1929 ; Montcenis (Saône-et-Loire), 1929-1932 ; Champagne-au-Mont-d'Or (Rhône), 1930-1932 ; Montcenis (Saône-et-Loire), 1931-1933 ; Saint-Andéol-de-Vals (Ardèche), 1932 ; Saint-Rambert (Ain), 1934-1935 ; Syndicat Intercommunal d'électricité du pays de Gex ; Syndicat Intercommunal d'électricité de Leyssel (Ain), 1923-1932.	1927-1935

Table des matières

Introduction.....	2
<i>Historique.....</i>	<i>2</i>
<i>Mode de classement</i>	<i>3</i>
<i>Présentation du contenu.....</i>	<i>4</i>
<i>Bibliographie.....</i>	<i>6</i>
Répertoire	7
<i>CONSEIL DE PRÉFECTURE</i>	<i>7</i>
<i>CONSEIL INTERDÉPARTEMENTAL DE PRÉFECTURE.....</i>	<i>18</i>
Table des matières	39